

Manifestation à Bruxelles : une Commission européenne perdue, une colère qui perdurera

Alors que la révolte agricole a gagné de nombreux pays européens et que plus de 1200 tracteurs ont pris d'assaut la capitale, la Commission européenne a été incapable de venir annoncer des mesures fortes et concrètes pour répondre à notre principale demande : des prix justes pour sauver nos fermes et leur transition. Les premières propositions d'Ursula Von der Leyen traduisent sa mécompréhension des racines de la colère paysanne. Les agriculteurs et agricultrices veulent vivre dignement de leur travail. Point.

Les membres de la FUGEA et des syndicats d'ECVC sont montés en masse à Bruxelles hier pour exprimer leur colère et rappeler que si nos membres se soulèvent, c'est parce leur parole n'est pas écoutée depuis trop longtemps par les dirigeants européens. En effet, contrairement à d'autres organisations agricoles, nous dénonçons depuis toujours les dégâts causés par le dogme ultra-libéral de l'Europe et la course aux profits de l'agro-industrie.

Nos représentant.es ont été reçus par le cabinet du Président du conseil européen Charles Michel et par le Commissaire européen à l'agriculture. Nos demandes étaient claires :

- Sortir des accords de libre-échange et de la concurrence déloyale ;
- Mettre un coup d'arrêt définitif aux négociations de l'accord UE-Mercosur ;
- Réguler les marchés pour garantir des prix justes et stables et sortir de la spéculation ;
- Rendre obligatoire la directive sur les pratiques déloyales en s'inspirant de la loi espagnole ;
- Garantir une PAC forte et juste pour soutenir les pratiques agro-écologiques.

Si le Commissaire a assuré en faire des priorités du dialogue stratégique sur l'agriculture et de les inscrire sur la feuille de route de la future PAC, la Commission a brillé par son silence. Il est inacceptable qu'aucun représentant des institutions européennes ne soient venus parler aux agriculteurs et agricultrices venus en masse.

Les agriculteurs demandaient la suppression de l'accord UE-MERCOSUR et la mise en place de mécanismes afin de garantir des prix justes et un revenu décent. Pas un mot de la Commission sur ces sujets dans ces annonces !

La FUGEA et ses alliés maintiendront la pression sur le terrain et dans les concertations pour obtenir de réelles avancées et non des miettes destinées à apaiser le secteur.

Contacts

- **Hugues Falys** – *Porte-parole* : 0497 61 64 14
- **Vincent Delobel** – *Administrateur* : 0487 90 52 02
- **Timothée Petel** – *Chargé de mission* : 0499 90 75 92

